

Unité départementale de la Vendée
Cité administrative Travot - Bâtiment A2
10 rue du 93e régiment d'infanterie
85000 La Roche-sur-Yon

La Roche-sur-Yon, le 20 Juin 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/06/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CAVAC

12 boulevard Réaumur
BP 27
85001 La Roche-sur-Yon

Références : DENV.2024.234
Code AIOT : 0006304100

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/06/2024 dans l'usine de fabrication d'isolants située à Sainte-Gemme-la-Plaine. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La présente visite fait suite au départ d'incendie survenu le 18 juin sur le four de nappage de l'usine de fabrication d'isolants. L'inspection des installations classées avait été prévenue par les services d'incendie et de secours au moyen de l'astreinte régionale de la DREAL.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CAVAC
- Fief Chapitre 85400 Sainte-Gemme-la-Plaine
- Code AIOT : 0006304100
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société coopérative agricole CAVAC exploite une installation de fabrication d'isolants thermiques à base de fibres naturelles (lin, chanvre) sous le régime ICPE de l'autorisation. Les conditions d'exploitation de cette installation sont fixées par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 15 juin 2012 modifié.

Sur le même site, la société CAVAC exploite également des stockages de céréales soumis au régime de l'autorisation (un silo de 58 275 m³ et un silo de 65 485 m³).

La visite d'inspection a porté uniquement sur l'usine de fabrication d'isolants, plus particulièrement la ligne de production.

Contexte de l'inspection :

- Accident

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Rapport d'incident	Code de l'environnement du 19/06/2024, article R. 512-69	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite a permis de constater que l'incendie survenu le 18 juin 2024 n'a pas eu de conséquences significatives sur l'environnement extérieur de l'établissement.

Il est demandé à l'exploitant de rédiger un rapport d'incident en portant une attention particulière sur le devenir des déchets produits ainsi que les mesures qui pourraient être mises en œuvre pour réduire la fréquence de ces événements.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Rapport d'incident

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 19/06/2024, article R. 512-69
Thème(s) : Risques accidentels, Rapport d'incident
Prescription contrôlée : Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.
Constats : L'inspection des installations classées s'est déplacée sur le site de production de matériaux d'isolants à la suite d'un départ de feu survenu la veille au soir. Ce départ de feu est intervenu au sein du four de nappage : à la suite de la détection de fumée, les opérateurs présents ont mis en œuvre les actions mentionnées dans la consigne "Gestion départ de feu" de l'établissement : <ul style="list-style-type: none">- alerte d'un responsable,- arrêt de la ligne selon la procédure affichée à proximité,- lutte contre le départ de feu. Concomitamment à ces actions, un riverain (automobiliste) a signalé de la fumée de sorte que les services d'incendie et de secours (SDIS) sont intervenus sur le site sans que l'exploitant ne les appelle. D'après ce dernier, le SDIS n'a pas utilisé d'eau d'extinction, car le départ de feu était éteint à leur arrivée. La quantité d'eau utilisée par l'exploitant (au moyen des robinets d'incendie armé et du système de noyage / pulvérisation intégré au four de nappage) étant limitée, il n'a pas été constaté de transfert d'effluents vers l'environnement extérieur du site. Les eaux correspondantes ont été absorbées par les matériaux présents. Lors de la visite, ces derniers étaient en cours de collecte vers des bennes de déchets situés en extérieur.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant de transmettre, dans un délai de quinze jours, le rapport d'accident mentionné à l'article R. 512-69 du code de l'environnement. Pour cela, l'exploitant est invité à utiliser le modèle disponible à l'adresse suivante : https://www.aria.developpementdurable.gouv.fr/en-cas-daccident/informer-linspection-des-installations-classees-dun-accident/ Une attention particulière devra être portée sur les thématiques suivantes : <ol style="list-style-type: none">1) gestion des déchets produits par l'accident,2) détermination des causes et mesures prises ou envisagées pour éviter un accident similaire. En effet, il apparaît que des départs de feu similaires sont déjà survenus, malgré les dispositions techniques mentionnées à l'article 8.2 de l'arrêté préfectoral du 15 juin 2012 modifié et présentes sur le site (notamment : épierreur/déferailleur sur l'ouvreuse de balles et détecteurs d'étincelle sur chaque broyeur de défibrage). Il convient donc de s'interroger sur la pertinence de mettre en place

des mesures supplémentaires permettant de diminuer la probabilité de survenue d'un départ de feu.

Type de suites proposées : Sans suite